

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-09 du 1^{er} mars 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis adoptent un nouveau paquet de sanctions à l'encontre de la Russie
2. L'USTR K. Tai se rend à Abu Dhabi pour la treizième conférence ministérielle de l'OMC
3. Le Département du Commerce envisage des mesures sur les véhicules connectés chinois
4. L'USTR publie son rapport annuel sur le respect par la Chine de ses engagements commerciaux
5. Un sénateur républicain introduit une proposition de loi visant à augmenter les droits de douane sur les véhicules chinois

Climat – énergie – environnement

6. La Secrétaire à l'Énergie Jennifer Granholm présente la « stratégie industrielle de l'administration Biden pour les énergies propres »
7. Le gaz naturel est la première source d'énergie utilisée pour produire de l'électricité aux États-Unis

Transport et infrastructure

8. Le Département des Transports propose un règlement pour améliorer les conditions de voyage des passagers à mobilité réduite

Industrie

9. Le Département du Commerce annonce une subvention dédiée à la R&D pour l'industrie des semi-conducteurs
10. La Secrétaire au Commerce Gina Raimondo fait un point d'étape sur la mise en œuvre du CHIPS Act au CSIS

Distribution et divertissement

11. Macy's va fermer 150 magasins pour mieux développer les marques Bloomingdale's et Bluemercury

Agriculture et industrie agroalimentaire

12. L'EPA va permettre aux États du Midwest d'autoriser la vente de carburant E15
13. Des agriculteurs texans attaquent un fabricant d'engrais sur la pollution aux PFAs

Numérique et innovation

14. Le Président Biden signe un décret sur la protection des données sensibles des Américains

Santé

15. La délivrance d'ordonnances médicales est fortement perturbée à la suite d'une cyberattaque

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. Les États-Unis adoptent un nouveau paquet de sanctions à l'encontre de la Russie

Le 23 février, les États-Unis ont adopté un nouveau paquet de sanctions contre la Russie et plusieurs entités étrangères participant au contournement des sanctions en vigueur, deux après le début de l'invasion russe en Ukraine. Ces 500 nouvelles sanctions, réparties entre les Départements du [Trésor](#), d'[État](#), et du [Commerce](#), ciblent l'appareil militaro-industriel russe, les secteurs énergétique et financier ainsi que les individus accusés d'être impliqués dans le décès de l'opposant russe Alexeï Navalny.

Concernant le secteur militaro-industriel russe, les nouvelles sanctions américaines visent entre autres l'informatique et les technologies avancées, les roulements utilisés dans le secteur militaire, la robotique, l'automatisation industrielle et les logiciels afférents, les lubrifiants spécialisés, les lasers, ainsi que la fabrication additive, notamment la création d'imprimantes 3D utilisées pour la production de drones. À cet égard, la zone économique spéciale Alabuga, accusée d'être utilisée pour la conception de drones à partir d'équipements iraniens, est ciblée dans le cadre de ce nouveau paquet. Le Département du Commerce a également [ajouté](#) 93 entités sur sa liste de restrictions aux exportations *Entity List*, portant à 900 le nombre total d'entités ajoutées à la liste depuis le début du conflit. En matière de lutte contre le contournement des sanctions, 26 entités et individus basés au sein de 11 pays tiers (Chine, Serbie, Émirats arabes unis, Liechtenstein, Allemagne, Irlande, Kirghizistan, Azerbaïdjan, Finlande, Estonie et Vietnam) sont ciblés dans le cadre de ces sanctions.

Dans le domaine financier, les nouvelles sanctions ciblent 9 institutions bancaires régionales russes ainsi que l'entité National Payment Card System Joint Stock Company (NSPK), opérateur public détenu par la Banque centrale russe chargé de faciliter les transactions financières et de superviser le système de paiement électronique par carte bancaire Mir.

Les sanctions intervenant dans le secteur énergétique visent notamment plusieurs entreprises russes et chypriotes contribuant au projet Arctic LNG 2. Le domaine de l'exploration géologique est également ciblé, *via* la désignation de l'entreprise publique russe JSC Rosgeologia (ROSGEO) ainsi que des entités et navires affiliés au groupe. Plusieurs filiales du groupe Rosatom figurent par ailleurs parmi les cibles de ces sanctions.

Dans le cadre de la mise en œuvre du *price cap*, des sanctions ont été [adoptées](#) à l'égard de la compagnie publique de transport d'hydrocarbure russe Sovcomflot, ainsi que 14 de ses pétroliers. Le Département américain du Trésor a simultanément [publié](#) une licence générale autorisant la poursuite des transactions avec tous les autres navires de Sovcomflot. Il a en outre [publié](#) une analyse sur

les conséquences de la mise en œuvre du *price cap* après 2 ans. Intervenant le 23 février auprès du Council on Foreign Relations, le Secrétaire adjoint au Trésor Wally Adeyemo a [estimé](#) que l'objectif à court terme du *price cap* visant à réduire les recettes tirées par la Russie de la production de pétrole tout en s'assurant que la Russie pouvait continuer à produire afin d'éviter une explosion des prix avait été atteint. L'objectif à moyen terme était désormais d'entraver les capacités d'extraction de la Russie.

2. L'USTR K. Tai se rend à Abu Dhabi pour la treizième conférence ministérielle de l'OMC

La Représentante américaine au Commerce (USTR) Katherine Tai, l'USTR adjointe et Ambassadrice des États-Unis à l'OMC, Maria Pagán, et le négociateur en chef de l'USTR pour les questions agricoles, Doug MacKalip, se sont [rendus](#) à Abu Dhabi afin de participer à la treizième conférence ministérielle (MC 13) de l'OMC. Initialement prévue du 26 au 29 février, cette conférence a été [prolongée](#) jusqu'au 1^{er} mars, afin de donner davantage de temps aux négociateurs pour s'accorder sur des livrables. Les sujets traités lors de cet événement, dont la précédente édition avait eu lieu en juin 2022 [voir [Brèves sectorielles du 17 juin 2022](#)], incluent la réforme de l'OMC, y compris de son système de règlement des différends, la prolongation du moratoire sur les droits de douane sur les transmissions électroniques, ou encore le renforcement de disciplines telles que celles sur les subventions à la pêche.

Avec la Directrice générale de l'OMC, Ngozi Okonjo-Iweala, K. Tai a [souligné](#) que les priorités américaines pour cette conférence incluait la « restauration » des engagements de transparence pris par les membres de l'OMC, l'adaptation de cette organisation aux défis actuels, ainsi que la réforme de son système de règlement des différends. Avec son homologue chinois, Wang Wentao, K. Tai a [évoqué](#) l'importance d'une communication et d'une collaboration continues entre Washington et Pékin. Elle a également exprimé des préoccupations s'agissant des surcapacités chinoises dans le secteur de l'acier et des « déséquilibres » causés par l'« approche non-marchande » de Pékin à l'égard de la politique commerciale.

3. Le Département du Commerce envisage des mesures sur les véhicules connectés chinois

Le 29 février, le Bureau of Industry and Security du Département américain du Commerce a [lancé](#) un appel à commentaires publics, dans le cadre d'un avis préalable à la publication d'une proposition de réglementation visant à contrôler les flux de données collectés par les véhicules connectés. Dans un communiqué, la Secrétaire américaine au Commerce Gina Raimondo a [indiqué](#) que cette démarche devait « permettre d'examiner les risques pour la sécurité nationale américaine liés à l'usage de véhicules connectés, en particulier ceux produits à partir de technologies chinoises ».

Le Département du Commerce souhaite ainsi obtenir des précisions sur l'usage des données au sein des véhicules connectés, dans quelle mesure ceux-ci peuvent représenter une menace pour la sécurité nationale américaine et quels types de mécanismes permettraient d'atténuer ces risques. Le délai de réponse à cette enquête est fixé à 60 jours.

4. L'USTR publie son rapport annuel sur le respect par la Chine de ses engagements commerciaux

Le 23 février, le Bureau de la Représentante américaine au Commerce (USTR) a [publié](#) son rapport annuel sur le respect par la Chine de ses engagements commerciaux, requis par le U.S.-China Relations Act adopté en 2000 dans le contexte de l'accession de la Chine à l'OMC. Dans le communiqué annonçant la publication du rapport, la Représentante américaine au Commerce Katherine Tai a [indiqué](#) que « la Chine demeure le plus grand défi pour le système commercial international établi par l'OMC », précisant que « cela fait 22 ans que la Chine a adhéré à l'OMC, et le pays adopte toujours une approche non-marchande dictée par l'État dans les domaines économique et commercial, qui va à l'encontre des normes et principes édictés par l'OMC ». Selon elle, « l'approche chinoise cible les industries dans une perspective de domination du marché mondial par les entreprises chinoises, en recourant à des politiques et pratiques non-marchandes ».

Le rapport recense ainsi de façon détaillée les différentes pratiques non-marchandes et préjudiciables mises en œuvre par la Chine, telles que les subventions massives à l'industrie, les restrictions aux importations et aux exportations, le soutien de l'État à l'acquisition d'entreprises étrangères à forte valeur ajoutée, l'imposition de standards chinois notamment définis dans le cadre du plan « China Standards 2035 » et la création ainsi que le maintien de surcapacités industrielles. Le rapport considère que ces surcapacités, découlant de la mise en œuvre du plan « Made in China 2025 », visent à permettre aux entreprises chinoises de dominer 10 secteurs à l'échelle mondiale : les technologies de l'information avancées, la robotique, les machines-outils automatisées, l'aviation, le secteur maritime, le ferroviaire, les véhicules à énergie propre, les équipements de production d'électricité, les machines agricoles et les biens médicaux et produits pharmaceutiques. Selon le rapport, le gouvernement chinois aurait prévu un montant d'investissement global de 500 Md\$ pour soutenir ces secteurs, répliquant la stratégie mobilisée pour l'acier et l'aluminium. Une telle stratégie pourrait générer une offre excédentaire de la part des entreprises chinoises, susceptible de provoquer des effets dommageables pour les économies de marché.

Dans ce contexte, le rapport souligne les insuffisances des règles et du cadre de l'OMC pour remédier aux pratiques distorsives chinoises et la nécessité de trouver des solutions « hors de l'OMC » aux défis posés par le « comportement problématique » de la Chine, dont l'administration américaine considère qu'elle n'acceptera pas de

nouvelles règles visant à le « discipliner ». Le rapport confirme par ailleurs que l'USTR entend conclure en 2024, sans indication temporelle plus précise, la revue en cours des droits de douane additionnels américains visant la Chine au titre de la Section 301 du Trade Act, adoptés en 2018 par l'administration Trump et maintenus par l'administration Biden.

5. Un sénateur républicain introduit une proposition de loi visant à augmenter les droits de douane sur les véhicules chinois

Le sénateur Josh Hawley (R-Missouri) a [introduit](#) le 28 février une proposition de loi (Protecting American Autoworkers from China Act) visant à relever jusqu'à 125 % les droits de douane sur les importations américaines de véhicules originaires de Chine. Selon la proposition, le droit de douane de base qui s'applique aux importations de véhicules aux États-Unis (hors accord préférentiel), actuellement fixé à 2,5 %, serait relevé à 100 % s'agissant des importations originaires de Chine. À ce droit de base de 100 % viendrait toujours s'ajouter le droit additionnel de 25 % imposé depuis 2018 sur les véhicules importés de Chine, sur le fondement de la Section 301 du Trade Act. La proposition couvrirait les véhicules produits en Chine mais également ceux produits par une entité soumise à la juridiction de la Chine ou contrôlée par une telle entité, quel que soit le pays dans lequel elle est localisée.

Le sénateur Hawley, qui a [annoncé](#) en décembre dernier son soutien à la candidature de Donald Trump pour l'élection présidentielle, a [estimé](#) qu'une telle protection des travailleurs du secteur automobile américain de la « menace posée par la Chine » était nécessaire dans le contexte où les mesures prises par l'administration Biden « forçaient une transition vers les véhicules électriques », secteur qui était « dominé » par la Chine. Bien qu'aucun autre pays que la Chine ne soit mentionné dans le texte de la proposition de loi, le communiqué de presse précise qu'elle a pour objectif d'empêcher l'« utilisation d'autres nations telles que le Mexique » comme un moyen de contournement (« *backdoor* ») de ces droits de douane.

L'introduction de cette proposition de loi est intervenue quelques semaines après que la Représentante américaine au Commerce (USTR) K. Tai a [indiqué](#) que l'administration envisageait de nouvelles mesures afin de lutter contre les pratiques déloyales chinoises dans le secteur des véhicules électriques, en réponse à une lettre à ce sujet adressée par le Président et le *ranking member* de la Commission spéciale sur le Parti communiste chinois de la Chambre des représentants [voir [Brèves sectorielles du 19 janvier 2024](#)].

L'Alliance for American Manufacturing (AAM), une association qui représente les secteurs manufacturier et sidérurgique américains, a également [publié](#) le 20 février un rapport soulignant la « menace existentielle » pour l'industrie automobile américaine représentée par la Chine et sa stratégie de redirection de ses exportations *via* le Mexique. Les auteurs du rapport recommandent notamment l'imposition de droits de douane sur toutes les importations

automobiles originaires de Chine et l'adoption de la proposition de loi Leveling the Playing Field 2.0, introduite en juin dernier par les sénateurs Sherrod Brown (D-Ohio) et Todd Young (R-Indiana), qui vise à renforcer les instruments de défense commerciale pour mieux lutter contre les pratiques de contournement des droits de douane employées par des pays tels que la Chine.

Brèves

- Le Département du Commerce a [annoncé](#) le 22 février que la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo se rendrait aux Philippines les 11 et 12 mars, puis en Thaïlande les 13 et 14 mars prochains. Durant son déplacement à Bangkok, G. Raimondo participera notamment à une réunion ministérielle du Cadre économique indopacifique (IPEF), dont les Philippines et la Thaïlande sont tous deux membres. Il s'agira de la première réunion ministérielle de l'IPEF depuis la conclusion des trois piliers de cette initiative qui étaient pilotés par le Département du Commerce (chaînes d'approvisionnement; transition propre; transition juste) en novembre dernier [voir [Brèves sectorielles du 17 novembre 2023](#)], le pilier commerce piloté par l'USTR restant toujours à conclure.
- La directrice générale de l'US Chamber of Commerce, Suzanne Clark, s'est [rendue](#) cette semaine en Chine aux côtés d'une délégation d'anciens représentants de l'administration américaine, pour y rencontrer notamment des membres du gouvernement et des représentants du secteur privé chinois.
- Le 27 février, le Département américain du Trésor a [sanctionné](#) deux sociétés, basées à Hong Kong et dans les Îles Marshall, accusées d'exploiter un navire ayant transporté vers la Chine des équipements produits en Iran et utilisés pour la conception de drones au profit de la Russie dans le cadre du conflit en Ukraine.
- Le 27 février, le Département américain du Trésor, en coordination avec le Royaume-Uni, a [sanctionné](#) le commandant adjoint du corps des gardiens de la révolution islamique, ainsi qu'un membre de l'organisation des Houthis. Le Département américain du Trésor a en outre sanctionné une société hongkongaise exploitant un navire accusé de transporter des équipements à destination des Houthis.
- Le 28 février, le Département américain du Trésor a [désigné](#) le l'organisation liée au narcotrafic vénézuélienne Los Pochos et sanctionné 3 de ses membres ainsi que 4 entreprises liées à cette organisation.

Climat – énergie – environnement

6. La Secrétaire à l'Énergie Jennifer Granholm présente la « stratégie industrielle de l'administration Biden pour les énergies propres »

Le 20 février, la Secrétaire à l'Énergie, Jennifer Granholm, a [prononcé](#) un discours sur « une nouvelle révolution industrielle pour les énergies propres ». Ce discours opère un bilan et un état d'avancement des actions entreprises pour ce secteur depuis l'arrivée au pouvoir du Président Biden.

J. Granholm a relevé la création de 14,8 millions d'emplois depuis janvier 2021, ainsi que la reprise économique la plus forte de toutes les économies avancées. Selon J. Granholm, ces résultats sont le fruit d'un plan stratégique ciblé, dans lequel l'administration Biden utilise une stratégie industrielle du 21^e siècle afin de relocaliser l'industrie manufacturière en Amérique après des années de délocalisation. Elle a poursuivi en indiquant que cette stratégie permettrait une renaissance de l'industrie manufacturière américaine, ainsi que l'indépendance énergétique des États-Unis.

Elle a ensuite souligné que cette stratégie repose sur quatre piliers : (i) faire des États-Unis la meilleure nation pour investir dans les énergies propres ; (ii) veiller à ce que ces investissements apportent des avantages économiques et énergétiques propres aux collectivités défavorisées ; (iii) renforcer la main-d'œuvre américaine afin que les travailleurs disposent des compétences dont ils ont besoin pour être compétitifs sur le marché mondial des énergies propres ; et (iv) soutenir une R&D de pointe dans l'industrie afin que chaque génération de technologies d'énergie soit plus propre et plus innovante que la précédente.

Elle a souligné que le Département de l'Énergie (DoE) investit plus de 100 Md\$ dans la démonstration et le déploiement d'énergies propres, par le biais de subventions, de prêts et d'autres outils publics de soutien. 60 nouveaux programmes dans le cadre de la loi bipartisane sur les infrastructures et de l'Inflation Reduction Act illustrent ces mesures.

Elle a rappelé que la révolution des énergies propres est catalysée par le gouvernement, mais qu'elle est réalisée par le secteur privé. Elle a précisé que, dans les secteurs où il existe une inadéquation entre l'offre et la demande qui pourrait rendre les investisseurs nerveux, le rôle du gouvernement et du DoE est de donner les bons signaux, notamment en termes de demande. Elle a indiqué que le gouvernement s'y emploie avec des outils tels que la commande par l'appareil de défense américain (*via* le Defense Production Act) et les marchés publics fédéraux.

Selon J. Granholm, depuis que le Président Biden a pris ses fonctions, les entreprises privées ont annoncé 650 Md\$ d'investissements dans les semi-conducteurs, les technologies d'énergie propre et d'autres

industries du 21^e siècle. Elle précise que le seul domaine énergétique constitue 400 Md\$ d'investissements.

7. Le gaz naturel est la première source d'énergie utilisée pour produire de l'électricité aux États-Unis

Le 22 février, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) que le gaz naturel est la première source d'énergie utilisée pour produire de l'électricité aux États-Unis, avec 43 % de la production d'électricité totale aux États-Unis en 2023. Les centrales électriques alimentées au gaz naturel représentaient la deuxième plus grande augmentation de capacité de production aux États-Unis en 2023, derrière le solaire. Combinée à l'augmentation de l'offre intérieure en gaz naturel et à ses prix relativement bas, la polyvalence des centrales électriques alimentées au gaz naturel pour répondre à un large éventail de besoins sur de nombreux marchés américains est l'une des principales raisons de leur croissance.

Selon l'US EIA, les centrales à gaz à cycles combinés (CCGT) sont très efficaces, ce qui leur permet de produire de l'électricité à faible coût sur des périodes prolongées, et elles sont configurées pour fournir de l'électricité pour desservir la charge de base. Les trois autres types de centrales – cycle simple, turbines à vapeur, moteurs à combustion interne – sont principalement utilisés pour répondre à la demande de pointe sur le réseau électrique.

En 2023, aux États-Unis, 9 274 MW de nouvelles capacités de centrales électriques alimentées en gaz ont été ajoutés au réseau électrique. Ce total comprenait 7 376 MW de capacité provenant des centrales CCGT.

Les 11 principales régions électriques des États-Unis dépendent du gaz naturel pour répondre à une part importante de leur charge électrique. Les régions avec la plus grande concentration de centrales électriques alimentées au gaz naturel se trouvent dans la moitié est des États-Unis, où la production de gaz naturel a augmenté parallèlement au développement des ressources non conventionnelles d'hydrocarbures (« gaz de schiste »).

Brèves

- Le 26 février, le Département de l'Énergie (DoE) a [annoncé](#) 45 M\$ pour protéger les Américains contre les cybermenaces et améliorer la cybersécurité dans le secteur énergétique américain. La somme sera attribuée à 16 projets répartis dans 6 États. Gérés par le Bureau de la Cybersécurité, de la sécurité énergétique et des réponses d'urgence (CESER) du DoE, les projets sélectionnés aideront à développer de nouveaux outils et technologies conçus pour réduire les risques cyber et renforcer la résilience des systèmes énergétiques américains, qui comprennent le réseau électrique, les pipelines et les sources de production d'énergie renouvelable.
- Le 26 février, l'Agence américaine d'information sur l'énergie (US EIA) a [indiqué](#) que les prix de gros de l'électricité aux États-

Unis avaient diminué en 2023, principalement en raison de la baisse des prix du gaz naturel, des températures douces au début de l'année, de la réduction des charges électriques moyennes sur de nombreux marchés régionaux et de l'amélioration des conditions hydroélectriques en Californie et dans le Sud-Ouest.

- Le 27 février, le Département de l'Intérieur (DoI – chargé de la gestion des terres fédérales) a [annoncé](#) l'attribution de 195 M\$ pour les parcs nationaux américains, pour leur permettre de se préparer aux impacts du changement climatique, de protéger les espèces, de restaurer les écosystèmes et d'investir dans des emplois de conservation.

Transport et infrastructure

8. Le Département des Transports propose un règlement pour améliorer les conditions de voyage des passagers à mobilité réduite

Le 29 février, le Secrétaire aux Transports P. Buttigieg a [annoncé](#) la publication d'une proposition de règlement (NPRM) visant à répondre aux difficultés auxquelles peuvent être confrontés les passagers utilisant des fauteuils roulants dans le cadre de leurs voyages en avion. Le communiqué du Département des Transports souligne que 5,5 millions d'Américains utilisent un fauteuil roulant et que beaucoup d'entre eux rencontrent des difficultés lorsqu'il s'agit de voyager en avion, rapportant notamment que 11 527 fauteuils roulants et équipements similaires ont fait l'objet d'une mauvaise manipulation par les compagnies aériennes en 2023.

La NPRM propose notamment les mesures suivantes :

- En cas de « mauvaise manipulation » d'un fauteuil roulant (perte, retard, dommage ou vol) par une compagnie aérienne, la compagnie sera tenue d'informer immédiatement le passager de ses droits, notamment à déposer une réclamation et à bénéficier, aux frais de la compagnie et dans un délai raisonnable, d'une réparation de son fauteuil roulant ou de son remplacement par un équipement présentant des fonctionnalités et un niveau de sécurité équivalents ou supérieurs. Dans l'attente de la réparation ou du remplacement de son fauteuil roulant, le passager se verra proposer par la compagnie un prêt de fauteuil roulant.
- Pour renforcer l'assistance aux voyageurs à mobilité réduite, les employés et sous-traitants des compagnies aériennes amenés à aider physiquement ces passagers et à manipuler leurs fauteuils roulants recevront une formation annuelle dans ces domaines, dans l'objectif qu'ils puissent fournir une assistance « sûre et digne » aux voyageurs concernés. Les compagnies aériennes seront également tenues de fournir aux passagers concernés une

assistance « rapide » lors de l'embarquement, du débarquement et du déplacement dans l'aéroport.

- Les normes concernant les fauteuils roulants embarqués applicables à bord des avions bi-couloirs et des petits appareils seront rendues cohérentes avec les normes existantes applicables à bord des appareils monocouloirs de 125 sièges ou plus. Dans le cas où leurs fauteuils roulants ne pourraient être embarqués, les passagers concernés devront en être informés immédiatement par les compagnies aériennes.

Ces propositions sont soumises à l'avis du public pour une période de 60 jours. La NPRM sollicite également les commentaires du public à propos de deux sujets :

- La définition des normes relatives aux dimensions des cabines de toilettes dans les avions bi-couloirs ;
- L'opportunité d'un remboursement par les compagnies aériennes, qu'elles soient américaines ou étrangères, du surcoût éventuel du billet d'avion payé par un passager en fauteuil roulant, par rapport au prix du billet que ce dernier aurait payé si son fauteuil roulant avait pu être embarqué à bord d'un autre vol.

Industrie

9. Le Département du Commerce annonce une subvention dédiée à la R&D pour l'industrie des semi-conducteurs

Le 28 février, le Département du Commerce (DoC) a [publié](#) une Notice of Funding Opportunity (NOFO) dans le cadre du CHIPS National Advanced Packaging Manufacturing Program (NAPMP), pour un total de subventions d'environ 300 M\$. Troisième NOFO depuis la promulgation du CHIPS Act, celle-ci sera exclusivement dédiée aux projets R&D d'acteurs privés. Elle doit permettre d'accélérer la capacité de production domestique des matériaux et substrats destinés au conditionnement avancé et des plaques de silicium destinées à la gravure des semi-conducteurs. Les entreprises qui souhaitent en bénéficier devront transmettre au CHIPS R&D Office un *concept paper* d'ici le 12 avril, puis un dossier complet d'ici le 3 juillet.

10. La Secrétaire au Commerce Gina Raimondo fait un point d'étape sur la mise en œuvre du CHIPS Act au CSIS

Le 26 février, la Secrétaire au Commerce Gina Raimondo a [tenu](#) un discours au CSIS sur la mise en œuvre du CHIPS Act depuis sa promulgation et les perspectives pour les prochaines étapes. Sa conférence, réalisée un an après son discours programmatique à la Georgetown University [voir [Brèves sectorielles du 3 mars 2023](#)], a été l'occasion d'un éclairage sur les ambitions du CHIPS For America program. G. Raimondo a souligné que le CHIPS Program Office (CPO)

était désormais fort de 200 employés, tandis que plus de 600 entreprises avaient manifesté leur intérêt pour bénéficier de subventions et plus de 200 Md\$ d'investissements avaient déjà été annoncés par le secteur privé. Toutefois, G. Raimondo a précisé que de nombreuses entreprises ne bénéficieront pas de subventions, en raison d'une trop forte demande : au total, 70 Md\$ ont été demandés par les entreprises, pour une enveloppe de 28 Md\$ dévolue aux technologies les plus avancées. Cet écart se traduira pour les entreprises retenues par des montants attribués souvent moitié moins élevés que les montants demandés. Selon les estimations du Département du Commerce (DoC), les États-Unis devraient pouvoir produire 20 % de la demande mondiale de semi-conducteurs avancés, puces logiques et mémoire, d'ici 2030. Enfin, le NSTC, toujours en cours de préfiguration [voir [Brèves sectorielles du 16 février 2024](#)], pourrait voir son rôle évoluer afin de devenir le hub de formation aux États-Unis pour l'industrie des semi-conducteurs.

Distribution et divertissement

11. Macy's va fermer 150 magasins pour mieux développer les marques Bloomingdale's et Bluemercury

Le 27 février, Macy's, principal exploitant de grands magasins aux États-Unis, a [annoncé](#) par l'intermédiaire de son nouveau directeur, Tony Spring, la fermeture de 150 magasins « improductifs » aux États-Unis au cours des trois prochaines années. Ces fermetures interviennent pour renouer avec une meilleure rentabilité et se prémunir contre d'éventuelles offres de rachat. Les magasins visés constituent actuellement 25 % de la surface de vente détenue par Macy's, mais seulement 10 % de ses revenus. La vente de ces 150 emplacements, dont 50 sont déjà prévues pour 2024, devrait permettre de générer 600 M\$ à 750 M\$. Avec ce second plan de restructuration depuis 2020, Macy's comptabilisera 350 enseignes d'ici 2026, presque moitié moins qu'avant la pandémie. En parallèle de la restructuration de l'enseigne Macy's, ses filiales Bloomingdale's et Bluemercury (58 et 158 magasins en 2023) prévoient respectivement l'ouverture de 15 et 30 magasins, poussées par une image plus haut-de-gamme que Macy's, ainsi que des emplacements dans des zones commerciales plus dynamiques. Suite à une proposition non aboutie de rachat de 5,8 Md\$ par des investisseurs en décembre 2023, le groupe avait [annoncé](#) dès janvier se séparer de 2 300 employés, soit 3,5 % de la main d'œuvre, afin de rassurer les actionnaires concernant l'amélioration de la profitabilité [voir [Brèves sectorielles du 26 janvier 2024](#)].

Brèves

- Le 22 février, LVMH a [annoncé](#) la création de l'entreprise « 22 Montaigne Entertainment ». Co-dirigé par Antoine Arnault (Directeur Image du Groupe) et Anish Melwani (CEO LVMH

North America), cette structure est lancée en partenariat avec Superconnector Studios, une entreprise de conseil américaine spécialisée dans la mise en relation entre les marques et les entreprises de productions. Avec ce partenariat, LVMH souhaite accroître sa visibilité et mieux s’implanter à Hollywood via des placements de produits au sein de productions audiovisuelles dont le groupe assurera le développement, la production et le co-financement. Ce projet fait suite aux succès cinématographiques de son concurrent français Kering (House of Gucci, YSL, Yves Saint Laurent).

- La chaîne de Fast Food Wendy’s souhaite adopter le « *dynamic pricing* » dès 2025 pour faire face à l’inflation des produits alimentaires. Cette méthode tendra, au moyen d’un recours à l’intelligence artificielle, à faire évoluer les prix pour les consommateurs selon les horaires d’affluence ainsi que la fréquence de sélection des articles. Première entreprise dans la restauration à mettre en place cette pratique, Wendy’s rejoindrait des entreprises ayant déjà recours à ce modèle, comme Uber, Lyft ou TicketMaster.

Agriculture et industrie agroalimentaire

12. L’EPA va permettre aux États du Midwest d’autoriser la vente de carburant E15

L’Agence de protection de l’environnement (EPA) a [annoncé](#) assouplir la réglementation sur la qualité de l’air, ce qui y permettrait la vente d’E15, un mélange de 85 % de gasoil et de 15 % d’éthanol.

Cette décision fait suite à une [demande](#) des États du Midwest, principaux producteurs de maïs, pour lequel le bioéthanol représente 40 % des débouchés. Ainsi, à partir d’avril 2025, la vente d’E15 pourra ainsi être autorisée toute l’année dans les États de l’Iowa, du Minnesota, du Missouri, du Nebraska, de l’Ohio, du Dakota du sud et du Wisconsin et de l’Illinois.

La réglementation actuelle permet à l’E10 d’accéder à un régime dérogatoire par rapport aux limites de volatilité de composés imposées par des normes sur la qualité de l’air. Le texte publié par l’EPA permettra à l’E15, plus riche en éthanol et plus volatile d’accéder au même statut que l’E10.

Les industries du bioéthanol et l’association des producteurs de maïs [se félicitent](#) de cette décision mais déplorent que la mise en application ne soit qu’en 2025. D’après le Département de l’Énergie, 94 % de l’éthanol américain est produit à partir de maïs. Cela a mobilisé 145 Mt de maïs en 2023.

13. Des agriculteurs texans attaquent un fabricant d'engrais sur la pollution aux PFAs

Des agriculteurs texans ont [poursuivi](#) Synagro, accusé d'être à l'origine de la pollution aux PFAs sur leurs terres. Les PFAs sont une famille de molécules perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées peu dégradées dans l'environnement (et surnommés à ce titre « polluants éternels »). Les PFAs regroupent au moins 4 000 composés chimiques.

Synagro est une entreprise recyclant les déchets de stations d'épurations qui produit notamment des engrais à partir de boues d'épuration. Les plaignants accusent Synagro de ne pas avoir testé les teneurs en PFAs de ses produits et d'avoir fourni des engrais anormalement riches en PFAs.

Les agriculteurs soutiennent que ces composés contenus dans les boues d'épurations auraient dû être traités avant d'être intégrés dans la fabrication d'engrais. Ils font état d'animaux morts prématurément dans les foies desquels les taux de PFAs retrouvés étaient exceptionnellement hauts.

Aux États-Unis, il n'existe pas de réglementation fédérale sur les contaminations environnementales aux PFAs. L'EPA a publié deux textes lors du dernier trimestre concernant la production de PFAs par les industriels mais ne s'appliquant pas au cas du recyclage de déchets comme c'est le cas pour Synagro. Lors de la réunion du 7 février de l'association regroupant les Secrétares à l'Agriculture des États fédérés, ceux-ci ont [convenu](#) que la recherche sur les conséquences de la contamination en PFAs des terres agricoles était un sujet prioritaire.

Brèves

- Les producteurs de canne à sucre de la vallée du Rio Grande, derniers producteurs de canne à sucre au Texas, ont [annoncé](#) mettre fin à leur production. Ils précisent que cette décision fait suite aux difficultés de plus en plus importantes à assurer l'irrigation des 16 000 ha de canne à sucre sur fond de différend avec le Mexique au sujet de la répartition des eaux du Rio Grande. Les États-Unis cultivent la canne à sucre sur 364 000 ha. Elle représente 45 % des 8 Mt de sucre produites par an ; les 55 % restant étant issus de betteraves sucrières.

Numérique et innovation

14. Le Président Biden signe un décret sur la protection des données sensibles des Américains

Le 29 février, le Président Biden a [signé](#) un décret intitulé « Preventing Access to Americans' Bulk Sensitive Personal Data and United States Government-Related Data by Countries of Concern ». Ce décret vise à restreindre la vente de données personnelles et gouvernementales

sensibles à des entités situées dans ou contrôlées par des pays dits « préoccupants » (*countries of concern*). Le décret mandate le Département de la Justice (DoJ) pour définir le champ d'application précis de cette réglementation (seuils, typologie de données, pays « préoccupants », personnes physiques et morales couvertes et dérogations possibles au cas par cas) et de la mettre en œuvre afin protéger les informations sensibles des citoyens américains. En parallèle, le Département de la Sécurité intérieure (DHS) est chargé d'élaborer des standards de sécurité pour les transactions restreintes en s'appuyant sur les référentiels du NIST en matière de cybersécurité et de protection des données personnelles.

Le texte prévoit également l'adoption à l'avenir de mesures supplémentaires dans les domaines (i) des infrastructures de communication sous-marines, (ii) des données de santé et (iii) de la protection du consommateur. Il prévoit une collaboration entre les pouvoirs publics et le secteur privé pour la mise en œuvre des nouvelles réglementations, afin de limiter les répercussions sur la compétitivité globale des États-Unis.

Le décret a été accueilli avec réserve par la société civile et le secteur privé. Les représentants de l'industrie technologique, comme Aaron Cooper de [BSA](#) et [l'ITI](#) expriment des préoccupations concernant les impacts potentiels sur les activités commerciales des entreprises américaines et l'échange de données transfrontalières. Certains think-tanks dont l'Institut R Street [reconnaissent](#) la volonté de l'administration de ne cibler que des menaces spécifiques tout en l'appelant à redoubler d'efforts pour limiter les impacts négatifs sur l'innovation. Les experts de l'Atlantic Council, comme Rose Jackson, Kenton Thibaut et Graham Brookie, [soulignent](#) quant à eux l'urgence d'adopter loi fédérale sur la protection des données.

Brèves

- Le procureur général du Texas, Ken Paxton, a [intenti](#) une action en justice contre Aylo, la société mère de Pornhub, pour non-conformité aux règles de vérification de l'âge de l'État du Texas. La plainte déposée devant une juridiction locale exige des millions de dollars de dommages et intérêts. Le Texas applique des amendes de 10 000 \$ par jour par infraction, en plus d'une somme forfaitaire pouvant atteindre 1,6 M\$.
- Microsoft a [annoncé](#) un partenariat avec la société française Mistral AI et a lancé ses « principes d'accès à l'IA ». Le partenariat inclut l'intégration des modèles de Mistral AI à la clientèle cloud Azure de Microsoft, avec un investissement de Microsoft dans Mistral d'environ 16 M\$.
- L'administration Biden a [annoncé](#) qu'elle renonçait à certaines exigences « Buy America » pour son programme de haut débit de 42 Md\$, permettant l'achat de matériel fabriqué à l'étranger dans le cadre de marchés publics financés par des fonds fédéraux en raison de l'indisponibilité de certains matériaux aux États-Unis. Toutefois, l'administration indique près de 90 % des

fonds du programme devraient toujours être dépensés pour des équipements fabriqués aux États-Unis.

- 32 organisations médiatiques européennes ont [déposé](#) une plainte contre Google, réclamant environ 2,1 Md€ de dommages et intérêts pour les pratiques publicitaires numériques du géant technologique. Les médias, dont Axel Springer et Schibsted, affirment que les pratiques de Google ont nui à la compétitivité du marché et ont réduit leurs revenus publicitaires.
- Le sénateur Mike Rounds (R-Dakota du Sud), membre du groupe de travail bipartisan sur l'intelligence artificielle du Sénat, a [annoncé](#) que le groupe prévoit de publier un rapport sur la législation potentielle de l'IA d'ici fin mars. Le rapport devrait fournir des directives pour les comités du Sénat en vue de l'élaboration de projets de loi sur l'IA.
- Le Département du Commerce, via la NTIA, a [lancé](#) le 27 février un appel à commentaires sur les risques et les avantages pour la société et la sécurité nationale des modèles d'IA à poids ouverts. Les réponses sont attendues dans les 30 jours suivant la publication au journal officiel.
- La Cour suprême des États-Unis [examine](#) actuellement les lois du Texas et de la Floride qui interdisent aux plateformes en ligne de supprimer ou de réduire la visibilité du contenu des utilisateurs exprimant certains points de vue – une législation adoptée en réponse aux accusations de l'ancien président Donald Trump et d'autres conservateurs selon lesquelles les plateformes entravaient les opinions « conservatrices ». Les groupes technologiques *NetChoice* et la CCIA contestent ces lois comme étant une atteinte à la liberté d'expression des entreprises privées prévue par le premier amendement de la constitution américaine.

Santé

15. La délivrance d'ordonnances médicales est fortement perturbée à la suite d'une cyberattaque

Axios [rapporte](#) que de nombreux patients américains ne peuvent plus accéder à leurs ordonnances en conséquence à la cyberattaque de l'entreprise de télésanté Change Healthcare. L'entreprise dit traiter plus de 40 M de transactions chaque jour dans le secteur de la santé. UnitedHealth, la société mère de Change Healthcare, a [confirmé](#) le 29 février, dans un communiqué de presse, qu'un groupe de pirates informatiques « soupçonné d'être associé à un État-nation » avait accédé à certains des systèmes informatiques de Change Healthcare le 21 février.

Brèves

- L'action de WeightWatchers a [chuté](#) de 27 % le 29 février après qu'Oprah Winfrey a [annoncé](#) qu'elle ne se représenterait pas aux élections du conseil d'administration et qu'elle céderait ses actions dans l'entreprise. L'entreprise a déclaré que la décision d'Oprah Winfrey visait en partie à « éradiquer tout conflit d'intérêts potentiel suite à sa décision récente de prise de médicaments amaigrissants ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)